



programme Solidarité Eau

Faciliter l'accès  
à l'eau et à l'assainissement  
pour tous



## SOMMAIRE

<b>Réaffirmer nos engagements</b>	3
<b>1. Qui sommes-nous ?</b>	
Nos actions : comprendre, appuyer, partager	6
Une dynamique d'acteurs en réseau	7
Des valeurs, des principes d'intervention	9
<b>2. Les actions menées en 2012</b>	
Un temps fort : le 6 <sup>e</sup> Forum mondial de l'Eau	11
Pôle Recherche et développement	16
Pôle Appui-conseil	22
Pôle Communication et plaidoyer	34
<b>3. Bilan et fonctionnement</b>	
Evaluation du programme pS-Eau/AFD 2011-2012	39
Budget et organisation	41
Le conseil d'administration et l'équipe d'animation du pS-Eau	43



# Réaffirmer nos engagements

Le mercredi 28 juillet 2010, l'assemblée générale de l'Onu a reconnu l'accès à une eau de qualité et à des installations sanitaires comme un droit humain. Le Forum mondial de l'Eau, qui s'est tenu à Marseille en mars 2012, s'est largement fait l'écho du fossé existant entre les ambitions affichées par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et la réalité. Alors que les OMD sont loin d'être atteints, notamment en matière d'accès à l'assainissement (particulièrement en Afrique), les regards se tournent déjà vers les horizons 2050. Jamais le mot solidarité n'a été autant prononcé que lors de ce Forum, que ce soit au niveau européen, africain ou même thématique, lors des débats sur la maîtrise d'ouvrage ou l'assainissement.

Nous ne devons pas attendre pour faire confirmer les engagements pris et ainsi tenir les nouvelles promesses « post 2015 ». La dernière enquête commanditée par notre ministre délégué à la Coopération, Pascal Canfin, a de nouveau souligné la volonté des Français de poursuivre leur effort de solidarité afin de faire de ce droit une réalité. L'objectif que s'est donné le pS-Eau de parvenir à donner l'accès à l'eau et l'assainissement à tous reste d'actualité.

Les collectivités françaises, les ONG, les professionnels de l'eau sont mobilisés en grand nombre avec des compétences et des moyens très hétérogènes. En 2012, le pS-Eau a renforcé et poursuivi son accompagnement auprès de plus d'une centaine de collectivités locales et du grand nombre d'acteurs qui leurs sont associés, agences de l'eau, ONG, entreprises, chercheurs, qui souhaitent tous travailler davantage en synergie et en réseau.

Dans ce compte rendu 2012, vous trouverez une synthèse des actions menées qui visent, en animant un réseau multiacteurs, à améliorer la qualité et le nombre des initiatives locales de coopération internationale, en mobilisant les moyens humains, techniques et financiers nécessaires.

Notre ambition est de nous appuyer sur le réseau du pS-Eau, riche de plusieurs milliers de membres, pour renforcer les structures partenaires dans les pays francophones et tisser des liens avec d'autres réseaux dans les autres pays. La politique d'appui à des pays prioritaires (Sénégal, Mali, Burkina



Faso, Niger, Bénin, Madagascar, Haïti, Maroc) s'est poursuivie. Cet appui et la finalisation du programme de recherche-action « Stratégie Municipale Concertée (SMC) » ont donné lieu cette année à un nombre conséquent de publications.

Déjà présents en 2012 à Lyon, Montpellier et Marseille, nous élargirons nos actions à d'autres régions dans les années à venir.

Le pS-Eau fonctionne grâce à une équipe de treize à quatorze personnes qui se consacre à l'appui

conseil et à la recherche-développement. Cette équipe n'étant pas appelée à grandir, nous devons nous appuyer de plus en plus sur des organisations partenaires en région.

Pour ce faire, cette équipe bénéficie d'outils informatiques performants et, depuis cette année, d'une stratégie de communication plus affirmée au service de ces collaborations.

Pour l'association, le début de l'année 2013 aura été tristement marqué par la disparition de M. Stéphane Hessel, longtemps président du pS-Eau, et qui a su lui insuffler une partie de son énergie positive, ce pour quoi nous lui en sommes tous reconnaissants.





1 Qui sommes-nous ?



## Nos actions : comprendre, appuyer, partager

### **29 ans au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement**

Le programme Solidarité Eau, aujourd'hui présidé par René Ala, ambassadeur de France, a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, sous l'impulsion d'Huguette Bouchardeau, alors ministre française de l'Environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (Diepa). L'objectif affiché était de soutenir des initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de leur conférer une cohérence d'ensemble. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Le paysage français de la coopération internationale et décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est important en nombre d'acteurs et très diversifié en termes de modes d'intervention. Ainsi, la diversité des actions de solidarité internationale menées par les collectivités locales et les ONG françaises est riche, mais difficilement maîtrisable et quantifiable.

Depuis près de 30 ans, le pS-Eau aide à la conception et au montage d'actions eau et assainissement, et à la mobilisation de financements. Cet accompagnement lui permet de disposer d'une vision continue et globale des actions menées, ainsi que des besoins d'appui des collectivités et ONG françaises.

La solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ne cesse de s'accroître. Les enjeux évoluent, passant de la simple réalisation d'un point d'eau dans les années 1980 à la définition, aujourd'hui, de modes de gestion de systèmes de production d'eau potable qui associent usagers, collectivités locales et opérateurs privés.

Face à cette évolution, le pS-Eau a modifié et complété ses outils et méthodes d'appui. Il n'est plus seulement un outil d'accompagnement des acteurs locaux de la coopération décentralisée ; il explore également les enjeux de demain, perceptibles aujourd'hui, pour produire des outils et méthodologies d'intervention directement applicables sur le terrain.

Les actions menées par le programme Solidarité Eau sont inspirées par une éthique, celle du développement équitable, figurant dans la charte du pS-Eau (cf. page 9). Cette éthique a été impulsée par Stéphane Hessel, président de l'association dès son origine. Il nous a quittés en 2013.

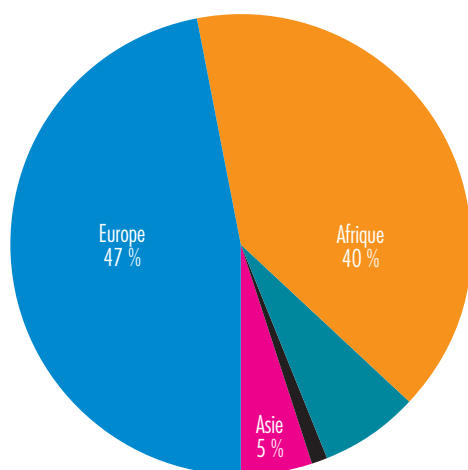
## Un objectif

**Améliorer la qualité et le nombre des initiatives locales de coopération internationale.**

Pour atteindre ses objectifs, le pS-Eau a constitué :

- **un pôle Recherche et développement** pour comprendre et améliorer la connaissance des enjeux du secteur eau potable et assainissement ;
- **un pôle Appui-conseil** pour renforcer les compétences des acteurs et améliorer la cohérence des actions ;
- **un pôle Communication et plaidoyer** pour faire connaître les dernières avancées du secteur eau potable et assainissement et partager les acquis.

## Une dynamique d'acteurs en réseau



**Origine géographique des partenaires du pS-Eau**

**En 29 ans d'activités, le pS-Eau s'est constitué un réseau unique d'acteurs de l'eau et de l'assainissement, pour l'essentiel intervenant en Afrique et en Europe.**

En 2012, l'association dispose de plus de 26 000 correspondants, parmi lesquels on distingue deux catégories :

- les acteurs, notamment ses membres adhérents, avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues (appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc.) ;
- les acteurs auprès desquels le pS-Eau diffuse régulièrement des informations ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 87 % en Europe et en Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont la France, où près de 10 000 contacts représentent 38 % du répertoire, et les régions d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, où 9 000 contacts identifiés constituent 34 % du répertoire.

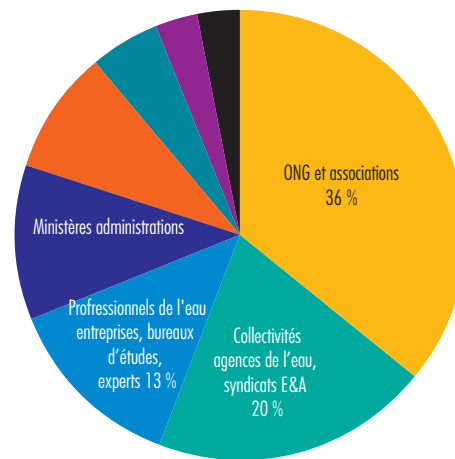
En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement des ONG, des associations de développement et des collectivités locales. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

L'originalité et la plus-value de ce réseau résident avant tout dans la diversité des membres qui le constituent : il en résulte une capacité de mobilisation d'expertise et d'expériences qui couvre l'ensemble des thématiques liées à l'eau potable et à l'assainissement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs du secteur, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations, du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus ambitieux.

C'est pour garder cette neutralité, importante pour le fonctionnement d'un réseau, que le pS-Eau n'a jamais eu vocation à financer ou à conduire de projets sur le terrain.



- Organismes de formation et de recherche 9 %
- Organisations internationales 5 %
- Bailleurs et fondations 3 %
- Associations de migrants 3 %

### Quels types d'acteurs rassemble le réseau pS-Eau ?



## Des valeurs, des principes d'intervention

En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération.

Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise les réponses les mieux adaptées aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

### La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents au pS-Eau s'engagent à :

- ❶ susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
- ❼ proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.



## 2 Les actions menées en 2012

## Un temps fort : le 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'Eau

---

Le 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'Eau, coorganisé par l'Etat français, la ville de Marseille, et le Conseil mondial de l'Eau, s'est tenu à Marseille du 12 au 17 mars 2012.

Se fondant sur les résultats des forums et réunions internationales précédents, l'objectif de ce 6<sup>e</sup> Forum était de développer et de déclencher la mise en œuvre effective de solutions concrètes.

Le pS-Eau s'est largement impliqué à la fois durant la phase de préparation de ce forum et, sur place, dans de nombreux événements et sessions, plus particulièrement sur les thématiques de l'assainissement, de la coopération décentralisée et de l'action locale, et sur l'extension du principe de 1 % solidaire pour l'eau en Europe.

Il a également participé et contribué à certaines sessions du FAME, Forum alternatif mondial de l'Eau, qui se tenait à la même période à Marseille.

Chaque jour durant le Forum, le pS-Eau a publié une newsletter spéciale pour tenir le réseau informé des principaux débats. Vous pouvez retrouver les 5 numéros de cette newsletter sur notre site web : <http://www.pseau.org/fr/observatoire/international/grands-rdv/fme/fme6>

Trois documents d'information et de vulgarisation (un numéro spécial de la *Lettre du pS-Eau*, une plaquette sur le Pacte d'Istanbul et un document intitulé « Le Forum pour tous ») ont également été produits en amont du Forum pour expliquer son fonctionnement, le rôle que chacun pouvait y jouer et commencer à faire passer des messages forts sur les thématiques chères au pS-Eau.

## L'assainissement pour tous

**Animation du groupe de travail français sur l'assainissement et copilotage du thème « Garantir l'accès à l'assainissement intégré pour tous » dans le cadre du processus officiel du Forum.**

Le 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'Eau a été une étape importante pour l'assainissement. Depuis le sommet de la Terre à Johannesburg en 2002, l'assainissement est à l'agenda international mais toujours timidement, même si 2008 a été l'Année internationale de l'Assainissement. Dans les précédents forums (Kyoto, Mexico, Istanbul), parler d'assainissement restait marginal, très peu de sessions y étaient spécifiquement consacrées. Ce forum 2012 a pour la première fois donné une place réelle à cette thématique et toutes les facettes de la problématique ont été abordées.

En tant qu'animateur du groupe de travail français sur l'assainissement, et copilote du thème « Garantir l'accès à l'assainissement intégré pour tous » dans le cadre du processus officiel du Forum, le pS-Eau a été très actif sur cette thématique et est assez satisfait de la dynamique créée au Forum.

Il a notamment assuré :

- une concertation permanente entre acteurs français sur le thème de l'assainissement ;
- l'organisation d'une session dans l'espace France en impliquant les membres du groupe de travail assainissement ;
- l'organisation de plusieurs sessions dans le cadre du processus officiel ;
- un appui aux partenaires d'Afrique francophone pour leur participation au Forum ;

- un relais d'information/communication auprès du réseau pS-Eau (*lettre du pS-Eau* n° 68, e-mailings, réunions d'informations, etc.) ;
- une veille sur les activités internationales liées à l'assainissement.

Le pS-Eau s'est tout particulièrement impliqué sur le sujet de la planification de l'assainissement, aux niveaux locaux et nationaux, par l'organisation d'une session thématique et d'un débat multi-acteurs qui ont mis l'accent sur la nécessaire implication de toutes les parties prenantes autour de l'autorité publique pour une meilleure planification et mise en œuvre de l'assainissement.

Le pS-Eau a également organisé un événement parallèle relatif à la question des « mini-égouts » dans l'espace « Bidonville » du réseau Projection. Outre un débat préliminaire sur cette question, cette session a été l'occasion de la signature d'une convention entre le SIAAP et le pS-Eau pour conduire une étude de capitalisation sur les mini-égouts, qui a été ensuite soutenue par l'agence de l'eau Seine-Normandie et l'AFD.

• **CONTACT :** Christophe Le Jallé – [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)





## Coopération décentralisée et action locale

Le Forum de Marseille a été l'occasion de souligner l'impact des actions de coopération menées avec et par les collectivités locales, et d'appeler à une intensification de la mobilisation de nouvelles collectivités. Les thèmes liés à la coopération décentralisée et à la meilleure prise en charge locale des services d'eau et d'assainissement ont eu une large place dans les sessions. Sur l'Espace France notamment, de nombreuses conférences ont traité de la coopération décentralisée et du 1 % solidaire pour l'eau, en approfondissant parfois des thématiques très opérationnelles telles que l'appui à la maîtrise d'ouvrage locale ou le suivi-évaluation des projets.

### ➤ Amplifier la contribution des syndicats français d'eau et d'assainissement

**Débat organisé par le pS-Eau en partenariat avec le SEDIF et le SIAAP**

L'engagement des syndicats dans le cadre d'actions de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est manifeste et peut encore être amplifié. Suite à un travail de recensement des actions et de mobilisation, cette rencontre a permis d'exposer les diverses modalités d'intervention des syndicats et de mettre l'accent sur les pistes de collaboration et de mutualisation des ressources humaines et financières.

### ➤ La coopération décentralisée : un outil adapté au renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale au Sud

**Table ronde organisée par le pS-Eau sur l'Espace France**

Le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage communale au Sud est aujourd'hui une problématique et un enjeu auxquels sont confrontées de nombreuses collectivités françaises dans le cadre de leur coopération décentralisée. Pour cette raison, le pS-Eau a profité de l'occasion de ce 6<sup>e</sup> Forum pour débattre de cette question. A partir de 3 exemples concrets, des représentants de collectivités du Nord (département du Val-de-Marne et région Picardie) et du Sud (commune de Zinder au Niger) ont présenté les actions mises en œuvre dans le cadre de leur partenariat visant à renforcer la maîtrise d'ouvrage dans les sec-



### ➤ 1 % solidaire pour l'eau. Collectivités locales, votre action compte

**Table ronde organisée par le pS-Eau en partenariat avec l'AMGVF, CUF, l'AMF, l'AIMF, l'AFCCRE.**

A travers les témoignages d'élus du Nord et du Sud représentant la diversité des collectivités, les débats se sont focalisés sur la recherche d'impacts et d'efficacité dans les partenariats en coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

#### • CONTACTS :

- . Pierre-Marie Grondin – [grondin@pseau.org](mailto:grondin@pseau.org)
- . Céline Noblot – [noblot@pseau.org](mailto:noblot@pseau.org)
- . Guillaume Aubourg – [aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)

teurs de l'eau et de l'assainissement, pour partager les enseignements tirés de ces expériences.

Une seconde table-ronde, organisée en partenariat avec l'ONG Eau Vive dans la Maison du Citoyen, abordait la question de la mise en place de services techniques municipaux d'eau et d'assainissement et le rôle que peuvent jouer les collectivités françaises pour accompagner leurs communes partenaires à atteindre cet objectif.

● **CONTACT : Sophie Charpentier**  
– [charpentier@pseau.org](mailto:charpentier@pseau.org)

➔ **Le suivi de la fourniture des services d'eau : une clé de réussite pour la durabilité et l'accès à l'eau pour tous**

Cette session, organisée par l'AFD avec l'appui du pS-Eau, a permis de présenter plus d'une dizaine d'expériences à travers le monde de mécanismes de suivi des services d'eau. Elle s'inscrivait dans le cadre du travail démarré en 2011 par le pS-Eau en partenariat avec Acqua-OING, l'AFD, le SEDIF, l'AESN et le GRET, sur la régulation et le suivi technique et financier des petits réseaux d'eau potable.

● **CONTACT : Denis Désille : [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)**



## Extension du principe de 1% solidaire pour l'eau à l'Europe

L'idée d'une extension du principe de 1% solidaire pour l'eau à d'autres pays européens, avec bien évidemment des adaptations selon chaque pays, a avancé à grands pas durant le Forum de Marseille et s'est poursuivi au delà. Tout le monde a entendu, lu ou vu quelque chose sur ce sujet à un moment donné du Forum, ce qui est une satisfaction en soi pour le pS-Eau.

Plus de 5 sessions officielles et parallèles, dont le pS-Eau était organisateur ou partenaire, ont traité de cette question, au sein du Dialogue Europe, dans le village des solutions, dans l'Espace France, à la Maison du citoyen, et dans une session officielle avec le PNUD.

En amont du Forum déjà, plusieurs avancées appuyant l'idée d'une extension du 1% au niveau européen avaient été obtenues. En janvier 2012, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a fait une déclaration engageant les Etats à prendre des dispositions favorables à la solidarité dans le domaine de l'eau. La résolution du Parlement européen en vue du Forum de Marseille encourage également les Etats membres à adopter le 1% solidaire.

Le jeudi 15 mars, au sein du FME, une session officielle a été organisée par le pS-Eau, sous forme de dialogue européen, avec la participation de Mme Georgieva, commissaire européenne chargée de la Coopération internationale, et de Mme Mercedes Bresso, alors présidente du Comité des régions d'Europe. Cette session a confirmé l'engagement de l'Europe en faveur de l'extension du principe du 1% solidaire en Europe et permis de commencer à réfléchir aux modalités de ses déclinaisons selon les contextes.

Le recensement des différentes initiatives adoptées en Europe (Espagne, Belgique, France, Suisse, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas) a fait l'objet d'une publication largement diffusée au Forum, et d'une mise en ligne sur un site dédié : [www.water-1percent.org](http://www.water-1percent.org)

À la Maison du Citoyen, sur l'espace Terres Arides et Oasis et d'autres espaces, une campagne « 1% solidaire pour l'eau » a été lancée, avec la distribution de différents vecteurs de communication faisant la promotion du principe loi Oudin, du site web et de la publication. Le 1% solidaire a finalement été adopté

comme une des cent solutions phares du Forum présentées dans le Forum de solutions.

Suite au Forum mondial, le pS-Eau a poursuivi son implication dans cette dynamique. Il a notamment participé à une session "financements solidaires" avec le PNUD à Africities, et a participé à la préparation de la Conférence de Rio + 20. Le pS-Eau a également été sollicité à plusieurs reprises pour présenter le modèle français de coopération décentralisée et le dispositif de la loi Oudin-Santini : à Istanbul, lors de l'Euro-RIOB (Rassemblement International des organismes de bassin européens), à Oujda (Maroc), lors d'une rencontre du GWS, et à Chisinau (Moldavie), à l'invitation du ministère de l'Environnement.

Toutes ces activités ont été conduites dans le cadre de l'animation, avec Solidarité Eau Europe (SEE) de la plateforme européenne 1% solidaire, qui a été reconnue comme le relai européen de la plateforme mondiale Global Water Solidarity, créée par le PNUD pour la promotion des mécanismes de financement décentralisés. Cette plateforme vise à promouvoir le principe de 1% solidaire pour l'eau en Europe, valoriser les initiatives existantes, faciliter le partage d'expériences et encourager les institutions européennes à créer un outil communautaire qui permette de cofinancer les actions de coopération décentralisée menées par les autorités locales des Etats membres pour la solidarité dans le domaine de l'eau.

• **CONTACTS :**

. Pierre-Marie Grondin – [grondin@pseau.org](mailto:grondin@pseau.org)

. Céline Noblot – [noblot@pseau.org](mailto:noblot@pseau.org)



© 6th World Water Forum/Christophe Tamourte

Session coopération décentralisée sur l'Espace France



© 6th World Water Forum/Christophe Tamourte

"Dialogue Europe : « Action européenne pour l'accès pour tous à l'eau et à l'assainissement : encourager les mécanismes de solidarité »

# Le pôle Recherche et développement

Améliorer l'accès à la connaissance  
et la compréhension des enjeux du secteur  
de l'eau potable et de l'assainissement

Le pôle R&D du pS-Eau a pour vocation de contribuer à mieux comprendre et à mieux faire connaître les thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, sous ses aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques. Les activités du pôle R&D se déclinent autour de trois axes :

- assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche ;
- diffuser les enseignements de la recherche dans le cadre d'actions opérationnelles menées sur le terrain.

## Animation du Comité scientifique

Le comité scientifique du pôle R&D a maintenu son rythme de 3 réunions par an. La première, qui s'est tenue en juin, s'est concentrée sur trois points : le bilan du 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'Eau ; le point sur les attentes et besoins des acteurs du secteur ; la programmation des activités du pôle Recherche et développement du pS-Eau pour la période 2013-2015.

La deuxième, qui s'est tenue en septembre, a fait le point sur deux sujets sur lesquels le pS-Eau poursuit actuellement une réflexion : l'opportunité de l'assainissement par mini-égouts ; le suivi des services de l'eau dans les bourgs et petites villes.

Lors de sa troisième réunion en novembre 2012, le comité scientifique a tout d'abord contribué à l'évaluation du pS-Eau en cours (cf. page 39), puis il a débattu du plan d'action 2013-2015.

Les débats sur l'évaluation du pS-Eau ont suscité beaucoup de commentaires de la part des membres du comité scientifique. La prochaine réunion en 2013 visera à revoir le fonctionnement de ce comité pour mieux répondre à ses attentes.

### • CONTACTS :

. Christophe Le Jallé – [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)

. Jean-Marie Ily – [ily@pseau.org](mailto:ily@pseau.org)



## Choisir et mettre en œuvre les mini-égouts

L'évacuation des eaux usées et des excréta en milieu urbain et périurbain constitue un enjeu majeur en termes de santé publique et d'environnement, tout particulièrement en Afrique subsaharienne.

Dans les villes africaines, la principale forme d'assainissement est l'assainissement non-collectif, de fait principalement mis en place par les populations elles-mêmes. L'assainissement collectif conventionnel n'est disponible que partiellement, et dans certaines villes seulement, car ses coûts d'investissement restent hors de portée de nombreuses collectivités. Entre ces deux options, diverses formes d'égouts à faible diamètre peuvent se révéler adaptées à certains contextes.

Le pS-Eau a donc démarré en 2012, avec l'appui du SIAAP, de l'AESN et de l'AFD, une étude de capitalisation sur le sujet des mini-égouts, pour fournir des réponses à ces trois questions : dans quels contextes cette solution est-elle appropriée, quelles recommandations fournir pour la mise en œuvre et l'exploitation de ces réseaux dans les contextes africains, est-il souhaitable de promouvoir cette solution auprès des décideurs nationaux et locaux africains et leurs partenaires au développement ?

Une revue bibliographique et de nombreuses consultations d'experts ont été réalisées par le pS-Eau, et cinq études pays ont été menées entre novembre et mars par des consultants nationaux : Inde, Sénégal, Brésil, Ghana, Mali.

Le rapport d'étude final ainsi qu'un guide méthodologique issu des enseignements de cette étude seront proposés aux partenaires en septembre 2013.

Un atelier de diffusion en France, à destination des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, et un second en Afrique de l'Ouest à destination des maîtres d'ouvrages africains et de leurs partenaires, seront organisés au second semestre 2013.

• **CONTACT** : Jean-Marie Ily – [ily@pseau.org](mailto:ily@pseau.org)



## Conservation et traitement de l'eau à domicile

Dans les pays en développement, parce que de nombreux usagers ont accès à une eau de consommation dont la qualité est médiocre, de nombreuses solutions techniques de traitement et de conservation de l'eau à domicile ont été développées. Le pS-Eau a réalisé un guide pratique sur ce sujet, qui propose une revue des différentes solutions techniques en mesure de répondre aux enjeux de traitement et de conservation de l'eau au sein des ménages. Pour faciliter la réflexion des porteurs de projets en charge de mettre en œuvre de telles solutions, le lecteur trouvera également dans cet ouvrage dix questions à se poser avant de choisir une solution adaptée, ainsi qu'un référentiel sommaire pour la mise en place d'une filière d'approvisionnement et de distribution d'équipements pour le traitement et la conservation de l'eau à domicile.

• **CONTACT** : Denis Désille – [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)

## Promotion de l'assainissement et sensibilisation à l'hygiène

Au sein du secteur de l'eau et de l'assainissement, les activités de sensibilisation et d'information des usagers se sont grandement développées ces dernières années. On recense aujourd'hui une grande diversité de méthodes qui peuvent être source de confusion pour de nombreux acteurs. Pour clarifier le sujet, le pS-Eau a produit un document de travail proposant une première base d'analyse.

Ce document a vocation à être débattu et approfondi avec des experts, afin de devenir un support méthodologique qui sera mis à disposition des acteurs en charge de concevoir et de mettre en œuvre des actions de sensibilisation à l'hygiène et de promotion de l'assainissement.

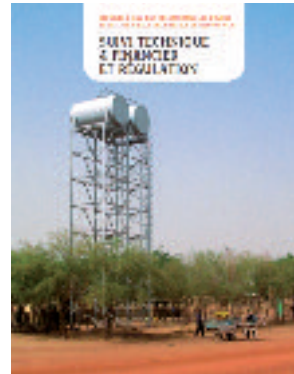
• **CONTACT :** Denis Désille – [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)

## Diffusion des outils SMC

L'équipe du pS-Eau a poursuivi la diffusion des guides et des enseignements du programme Stratégies municipales concertées (SMC). Un numéro spécial de la *Lettre du pS-Eau* est disponible en versions française et anglaise sur notre site web : [www.pseau.org/outils/lettre](http://www.pseau.org/outils/lettre).

Trois notes méthodologiques sur l'analyse de la demande ont été réalisées. Elles s'inspirent du guide SMC n°3 « Analyser la demande des usagers – et futurs usagers – des services d'eau et d'assainissement en Afrique » ainsi que des travaux d'Alain Morel à l'Huissier (programme Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain du pS-Eau) et de la démarche CLUES développée par EAWAG-SANDEC.

• **CONTACT :** Christophe Le Jallé – [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)



## Le suivi des services d'eau par petits réseaux

L'année 2012 a permis de finaliser cette étude qui a débuté en 2011. Outre la restitution des enseignements issus de la plateforme d'échanges (300 participants issus de 15 pays) dans le cadre d'une session dédiée lors du Forum mondial de l'Eau à Marseille, une publication a été réalisée. Elle décrit les mécanismes de suivi technique et financier des petits réseaux tels que mis en œuvre en Afrique sub-saharienne, fournit une compréhension détaillée des indicateurs utilisés et propose des recommandations sur la démarche de mise en œuvre de tels mécanismes.

Plus d'infos sur : [www.reseaux-aep.org](http://www.reseaux-aep.org)

• **CONTACT :** Denis Désille – [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)

## Test des normes ISO 24510/1/2

Le pS-Eau poursuit l'accompagnement et le suivi de la mise en œuvre des normes 24510, 24511, et 24512 en Afrique. Durant l'année 2012, c'est dans la ville de Parakou au Bénin, avec le soutien de la ville d'Orléans, que le processus a le plus progressé. Le pS-Eau a également participé aux réunions du groupe de coordination de l'ISO TC 224.

### • CONTACTS :

. Christophe Le Jallé – [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)

. Jean-Marie Ily – [ily@pseau.org](mailto:ily@pseau.org)

. Denis Désille – [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)

## Contribution aux rencontres internationales

Tout au long de l'année 2012, le pS-Eau, via son équipe permanente ou certains de ses membres, a participé et contribué à plusieurs rencontres à l'échelle internationale, pour restituer ses travaux, valoriser et diffuser ses outils, faire passer des messages clés et entretenir les liens avec les partenaires du réseau.

### ➤ Congrès de l'Association africaine de l'eau – Marrakech, février 2012

Le pS-Eau a participé au 16<sup>e</sup> congrès de l'Association africaine de l'eau qui s'est tenu en février 2012 à Marrakech. A cette occasion, le pS-Eau a organisé un débat permettant de présenter les réflexions sur :

- la mise en œuvre de la norme ISO 24510 relative à la relation avec les usagers pour les services d'eau et d'assainissement (présentation par François Kaboré de l'ONEA) ;
- la collaboration entre opérateurs de services et collectivités (présentation par Jean-Pierre Elong Mbassi de CGLUA) ;
- la démarche de Stratégies municipales concertées (présentation par Félix Adégnika du PDM).

### ➤ Journées Internationales de Technologies du CITEF-AUF – Ouagadougou, avril 2012

Le pS-Eau y a présenté les résultats du volet « formation » de SMC lors de cette conférence qui avait pour thème « former des cadres, des ingénieurs et des techniciens au développement durable ». En marge de cette conférence, l'ensemble des enseignements du programme SMC ont été présentés à certains acteurs de référence au Burkina (EAA siège, ZIE, Eau Vive, etc.) et des pistes de collaboration en matière de diffusion des connaissances ont été lancées avec ces différents partenaires.

### ➤ Quatrième semaine africaine de l'eau – Le Caire, Egypte, mai 2012

Organisée par l'AMCOW, cette semaine a démarré par l'Assemblée générale de l'AMCOW ouverte à tous, puis s'est poursuivie par des sessions thématiques nombreuses et riches en débats, autour de 4 thèmes :

- . *Thème 1* : Eau et assainissement pour le développement
- . *Thème 2* : Infrastructure pour la croissance et la résistance aux changements climatiques
- . *Thème 3* : Investissements du secteur privé dans l'assainissement et l'eau
- . *Thème 4* : Gouvernance de l'eau et financement (surtout ciblé sur la gestion des ressources en eau aux niveaux national et transfrontalier)

La question des engagements pris par les pays africains lors de la réunion de haut niveau (*High level meeting*) à New York en avril 2012 et les actions prioritaires pour réaliser les OMD relatifs à l'assainissement ont été des points saillants de cette rencontre.



### ➤ **Semaine mondiale de l'eau de Stockholm** – Stockholm, août 2012

La Semaine mondiale de l'Eau à Stockholm a été l'occasion de poursuivre la veille sur trois thèmes d'intérêt prioritaire : planification de l'assainissement en milieu urbain mais aussi rural ; politiques nationales pour l'eau et l'assainissement ; suivi des services d'eau dans les petits centres.

L'étude mini-égouts a été présentée et débattue avec de nombreux experts internationaux.

La place pour l'eau et l'assainissement dans les processus « post 2015 (post OMD) » et « Post Rio » et les objectifs correspondants, ont été au cœur de nombreux débats.

Enfin des pistes de collaborations ont été lancées avec WSP, GWP, IRC et RWSN.

### ➤ **Réunion de lancement du groupe de travail** « Management & Support » du RWSN – La Haye, octobre 2012

Le groupe de travail « Management & Support » fédère des acteurs majoritairement anglophones impliqués sur la thématique des services de l'eau en milieu rural. Animé par le Réseau d'approvisionnement en milieu rural (RWSN), la première réunion de ce groupe a eu lieu les 2 et 3 octobre dernier. Majoritairement ciblées sur les petits réseaux d'eau potable, les discussions ont permis de dessiner des pistes de collaboration entre pS-Eau et RWSN, en particulier sur le suivi des services.

### ➤ **Conférence « Decentralized Wastewater Treatment Systems in Asia », IWA-Borda – Nagpur (Inde), novembre 2012**

Cette conférence, coorganisée par l'International Water Association (IWA) et l'ONG allemande Borda avait pour objectif de présenter les résultats de quinze ans d'expé-



rience des systèmes de traitement décentralisés des eaux usées (DEWATS) en Asie, mais également en Afrique australe. Elle était précédée d'un séminaire sur la planification stratégique de l'assainissement (un sujet auquel le pS-Eau est particulièrement attentif, à la suite du programme SMC). Plusieurs études de terrain ont également été menées en marge de cette étude, notamment avec l'équipe du centre de recherche suisse EAWAG-SANDEC, et dans le cadre de l'étude mini-égouts.

### ➤ **Africités 6 – Dakar, Sénégal, décembre 2012**

En décembre dernier s'est tenue à Dakar la 6<sup>e</sup> édition du sommet Africités. Organisée par Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), cette rencontre a rassemblé plus de 5 000 participants dont 2 500 africains, et 500 élus d'autres régions du monde. La question des services d'eau et d'assainissement n'a pas été oubliée par les collectivités locales africaines, qui sont conscientes de leur responsabilité pour la mise en œuvre de ces services.

Le pS-Eau a contribué à la plupart des sessions relatives à l'eau et à l'assainissement :

– session sur « la contractualisation et l'implication des collectivités locales pour les services d'eau et d'assainissement », organisée par l'Association africaine de l'eau (AAE). La communication du pS-Eau a porté sur l'implication des opérateurs locaux ;

– lancement du réseau AWASLA (réseau des autorités locales africaines pour l'eau et l'assainissement), initiative portée par ICLEI, CGLUA et l'IWA. Le pS-Eau y est intervenu pour représenter l'IWA ;



– session sur « Les partenariats entre opérateurs pour les villes africaines », organisée par GWOPA/ONU-Habitat et WOP-Africa. Le pS-Eau y est intervenu au nom du SIAAP ainsi que dans la table ronde ;

– session sur les mécanismes de financements solidaires et décentralisés, organisée par Global Water Solidarity. Le pS-Eau a présenté les mécanismes de solidarité nationale mis en place en France.

La question de la planification locale en concertation avec toutes les parties prenantes a été au cœur de nombreux débats, notamment lors de :

– une session organisée par Cités unies France et le GRET à laquelle Amadou Ousmane a représenté le pS-Eau et y a exposé le processus SMC dans la ville de Tahoua au Niger ;

– une session conjointe pS-Eau/PDM sur la démarche de « Stratégies municipales concertées » visant à partager les leçons tirées de la mise en œuvre de cette démarche et discuter des perspectives de sa déclinaison dans de nouvelles villes africaines. Cette session, présidée par le président de la communauté urbaine de Tahoua et président de l'Association des municipalités du Niger, a vu la participation active du maire de Rosso en Mauritanie.

### ➤ Partenariat avec Eau Assainissement pour l'Afrique (EAA, ex-Crepa)

Le pS-Eau a participé au 2<sup>e</sup> « Forum de Haut Niveau pour l'eau et l'assainissement en Afrique » organisé par Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA, ex-CREPA) à Dakar du 12 au 14 décembre 2012. Inauguré par le Président de la République du Sénégal, M. Macky Sall, le Forum avait pour thème les « Financements et investissements innovants dans le secteur de l'assainissement en Afrique » ; il s'est tenu en présence de nombreux ministres, cadres et décideurs africains et internationaux.

A cette occasion, le pS-Eau a signé une convention avec Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA). Cette convention porte sur des activités d'approfondissement et de diffusion des connaissances.

#### • CONTACTS :

. Christophe Le Jallé – [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)

. Jean-Marie Ily – [ily@pseau.org](mailto:ily@pseau.org)

. Denis Désille – [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)



## Le pôle Appui-Conseil

Renforcer les compétences des acteurs  
du secteur de l'eau potable et de l'assainissement  
et améliorer la cohérence des actions

En France comme dans les pays en développement, les acteurs locaux engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont de plus en plus nombreux et diversifiés. En particulier depuis la promulgation de la loi Oudin-Santini en France, de nombreux nouveaux acteurs s'impliquent (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations, ONG, fondations, etc.) sur des projets de plus en plus ambitieux. Dans ce contexte, l'efficacité globale des actions menées est étroitement liée :

- à la capacité des acteurs à concevoir, sélectionner et/ou mettre en œuvre des actions de qualité ;
- à la mise en cohérence de l'ensemble des actions, en particulier vis-à-vis des cadres sectoriels et stratégies de développement des pays d'intervention.

L'équipe du pôle Appui-Conseil a donc continué en 2012 à répondre aux diverses sollicitations des porteurs de projets et a poursuivi le développement de ses cadres de concertation pays qui ont démontré leur pertinence ces dernières années.

### Accueil et accompagnement des acteurs français de coopération

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau. Il vise à renforcer la coopération de proximité, à la rendre plus efficace, plus cohérente avec les cadres d'intervention nationaux et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable.

Cet accompagnement vise les acteurs non gouvernementaux (associations de solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets, ou en tant que partenaires financiers.

L'accompagnement des porteurs de projets peut se situer au niveau de la conception du projet (appui technique et méthodologique), au niveau du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet. L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre la définition d'une straté-

gie d'intervention (où intervenir, quelles actions financer...?) et la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin, animer un comité d'instruction, évaluer un projet ex-ante...).

## Accès à l'eau potable dans les pays en développement — 18 questions pour des services durables

En 2012, le pS-Eau a travaillé à l'élaboration d'un guide qui reprend les grands principes directeurs de son activité d'appui-conseil et permet de faire un premier pas dans la conception d'un projet de qualité avant de faire appel à un accompagnement individualisé. Cet ouvrage s'adresse en particulier aux acteurs de la coopération décentralisée et aux organisations non gouvernementales qui souhaitent s'engager dans l'amélioration des services d'eau potable dans les pays en développement, afin de les appuyer dans la conception de projets de qualité. Il a été structuré autour de 18 questions que le pS-Eau juge nécessaires de se poser avant d'agir, et propose d'interroger l'action envisagée selon 7 critères d'analyse de la qualité d'un projet d'approvisionnement en eau potable.

- Téléchargeable gratuitement sur [www.pseau.org/methodologie](http://www.pseau.org/methodologie)



## Activités menées dans le cadre de l'accompagnement des acteurs français

- Accueil (téléphone, mail, entretien) de plus de 200 acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants notamment d'origine malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques à Paris et en province, notamment sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse et Seine-Normandie pour informer et former les acteurs sur des thématiques spécifiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et diffusion d'informations sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement de différents pays.
- Interventions à la demande de partenaires locaux pour dispenser des formations aux acteurs de la solidarité sur le secteur de l'eau et l'assainissement, parfois dans un pays donné.

## Appui-conseil décliné en région

L'accompagnement des initiatives locales et l'animation à l'échelle des territoires et sous-bassins se sont poursuivis en 2012. Les partenariats engagés avec des collectivités et agences de l'eau ont été confirmés avec la communauté urbaine de Lyon, la région Rhône-Alpes, les départements de l'Hérault et du Val-de-Marne, et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, sur les territoires desquels des actions spécifiques ont été conduites et de nombreux acteurs accompagnés.

### ➤ Animation de l'antenne Lyon-méditerranée

Ouverte depuis 2009, l'antenne compte deux salariés à plein temps depuis octobre 2012 pour renforcer le travail d'animation territoriale et assurer le relais local du pS-Eau dans toutes ses missions. Lieu d'accueil de proximité, elle développe des activités auprès des collectivités locales et des associations présentes sur le Sud-Est de la France, pour accompagner leur engagement, améliorer la qualité des projets, augmenter la mobilisation financière et favoriser la concertation sur le territoire.

### ➤ Appui à la communauté urbaine de Lyon

Dans le cadre d'une convention triennale contractualisée fin 2010, le pS-Eau accompagne le Grand Lyon dans l'animation de son Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau (Fonds Eau), dispositif de financement de projets de solidarité internationale destiné à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en voie de développement.

Ce partenariat repose sur 4 volets d'activités prioritaires, poursuivis en 2012 :

- l'appui-conseil des porteurs de projets (montage technique, organisationnel et financier) ;
- l'appui-conseil des instructeurs du Fonds Eau (formations, mise à disposition d'outils d'aide à l'instruction) ;
- évaluations ex-post de projets financés par le Grand Lyon au Bénin, Togo et Sénégal ;
- valorisation des actions (mise à jour de l'atlas pS-Eau, animations territoriales, réunions d'échanges).

### ➤ Appui à l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC)

Le pS-Eau travaille en partenariat avec l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour l'accompagner autour de 3 axes structurants dans la stratégie qu'elle s'est définie pour son X<sup>e</sup> Programme (2013-2018), concernant le volet « coopération internationale » :

- la sensibilisation et la mobilisation de nouvelles collectivités des bassins RMC sur la solidarité internationale dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement dans les pays du Sud ;
- . l'appui-conseil de proximité auprès des acteurs de coopération pour favoriser l'émergence, l'élaboration et le montage de projets sur les bassins RMC ;
- . le renforcement des compétences des délégations et des instructeurs pour accompagner la mobilisation des acteurs sur les territoires des bassins.

### ➤ Appui à la région Rhône-Alpes

La mobilisation des acteurs en Rhône-Alpes ne s'est pas démentie en 2012, avec plus de 140 projets réalisés, totalisant près de 2 millions d'euros d'investissements (hors financements de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse). En soutien à cette dynamique, le pS-Eau et la région Rhône-Alpes ont consolidé et amplifié leurs actions communes sur le territoire rhônalpin.

Les actions développées en 2012 concernent :

- la mobilisation et l'information pour un engagement plus fort des collectivités rhônalpines ;
- l'accompagnement des collectivités et des associations rhônalpines dans le montage de projet avec leurs partenaires du Sud.

#### ● CONTACTS :

- . Philippe Mouton – [mouton@pseau.org](mailto:mouton@pseau.org)
- . Sophie Charpentier – [charpentier@pseau.org](mailto:charpentier@pseau.org)

## Animation d'espaces de dialogue et de concertation sur les principaux pays d'intervention

Dans un objectif général de partage d'expériences et de mise en cohérence des actions avec les cadres sectoriels nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des « réseaux-pays » sur les principaux territoires d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française : Madagascar, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Bénin, Maroc, Haïti. Pour chacun de ces pays, l'animation de ce réseau consiste à :

- assurer le recensement des acteurs intervenant dans le secteur (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises) et des projets menés. Ces informations sont collectées et mises à disposition dans une base de données accessible depuis le site web du pS-Eau. Ce recensement quantitatif est dans certains cas complété par une analyse qualitative des actions menées par la coopération décentralisée et non gouvernementale française, faisant l'objet de publications ;
- organiser des espaces d'échanges entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud, et au Sud lorsque la demande le justifie ;
- diffuser régulièrement de l'information aux acteurs français intervenant dans le pays à travers des mailings, newsletters et la tenue à jour de pages web « pays » ;
- réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur ;
- assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie sectorielle nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française.

L'animation des réseaux-pays est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs intervenant dans chacun de ces pays :

services techniques des Etats, associations de municipalités, SCAC, agences de coopération, ONG spécialisées, etc.

Sur les zones secondaires d'intervention de la coopération française, le pS-Eau assure une veille sur les informations importantes et organise ponctuellement des réunions d'échanges.



### MADAGASCAR

#### Le réseau Ran'Eau : échanger, partager et nouer des partenariats

Dans le cadre du réseau Ran'Eau, le pS-Eau a poursuivi d'une part son rôle d'appui aux acteurs français intervenant à Madagascar (accompagnement individuel et organisation d'ateliers d'échanges) et d'autre part son appui à l'ONG malgache CITE dans son rôle d'animateur de réseau des acteurs locaux du secteur Eau Assainissement et Hygiène (EAH) basés à Madagascar.

L'année 2012 a été marquée :

- par le développement des capacités d'animation du CITE : 7 antennes locales formées à l'accueil des porteurs de projets EAH, renforcement des fonds documentaires EAH disponibles dans les 14 antennes du CITE, élargissement des moyens de diffusion locale de l'information (3 émissions radios



émises), séances de sensibilisation des journalistes locaux, formation des agents du ministère de l'Eau à l'utilisation des bases de données Ran'Eau, édition et diffusion d'un bulletin de liaison en langues française et malgache ;

- par le renforcement de l'ancrage institutionnel du réseau : la collaboration avec le ministère de l'Eau s'est poursuivie sur chaque événement organisé à Madagascar ou en France, et elle s'est étendue au ministère de la Décentralisation et à la vice-primature en charge du développement et de l'aménagement du territoire ;
- l'émergence d'une thématique centrale et récurrente dans les échanges et réflexions au sein du réseau, correspondant à l'un des défis majeurs du développement du secteur : la question du rôle des communes dans la gestion des services d'eau et d'assainissement.

#### ➤ Mettre à disposition des ressources utiles aux acteurs intervenant à Madagascar

Les bases de données ont été enrichies permettant, fin 2012, la mise à disposition en ligne de plus de 600 contacts du secteur EAH basés à Madagascar, 136 fiches projets menés par la coopération décentralisée et non gouvernementale, ainsi que 100 documents techniques, juri-



diques ou de sensibilisation concernant le secteur EAH à Madagascar. Ran'Eau a par ailleurs produit et diffusé un document de capitalisation des expériences sur les modes de gestion des services d'eau potable à Madagascar.

#### ➤ Conseiller et orienter les porteurs de projets

Les capacités d'accueil du pS-Eau en France et du CITE à Madagascar ont permis d'accompagner 23 projets et de réaliser une visite de suivi-évaluation sur le terrain.



#### ➤ Organiser des réunions d'échanges, en France et à Madagascar

Cinq réunions d'échanges ont été organisées dans le cadre du réseau Ran'Eau :

1. **L'atelier sur l'assainissement**, les 26-27 avril 2012 à Tamatave, a regroupé 44 participants qui ont échangé leurs expériences et réflexions sur les problématiques liées aux boues de vidange des latrines et à la gestion des blocs sanitaires publics. L'atelier a été suivi de visites collectives de trois projets dans les environs de Tamatave.
2. **L'atelier national Ran'Eau**, le 26 septembre 2012 à Paris, a permis de dresser le bilan de l'année 2011-2012 concernant les activités du réseau Ran'Eau et de relever les attentes des acteurs basés en France quant à la programmation 2013. Avec la participation d'une délégation malgache, composée du secrétaire général du ministère de l'Eau, du maire de la commune d'Ambanja et du CITE, elle a permis de partager les expériences sur le thème de la professionnalisation de la gestion des services d'eau potable.

**3. L'atelier sur la maîtrise d'ouvrage locale** des services d'eau potable et d'assainissement, du 24 au 26 octobre 2012 à Ambanja, organisé en collaboration avec la région Picardie, le CIDR et l'Unicosa Ambanja, a réuni 71 personnes parmi lesquelles de nombreux représentants des communes malgaches. Deux journées ont été consacrées à faire le point sur les attentes, problématiques et expériences des communes et de leurs partenaires techniques dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale. L'atelier a été suivi d'une journée de visites des infrastructures dans trois communes d'Ambanja.

**4. La rencontre institutionnelle Ran'Eau**, les 21 et 22 novembre 2012 à Antananarivo, organisée en partenariat avec le ministère de l'Eau, le ministère de la Décentralisation et le SCAC d'Antananarivo, a rassemblé plus de 90 participants sur deux journées. La rencontre s'est focalisée sur le sujet de la place des communes dans la gestion des services d'eau et d'assainissement. Les témoignages des communes malgaches et de leurs partenaires de coopération (coopérations décentralisées, ONG) ont permis de faire état des attentes, des avancées et des difficultés dans la mise en œuvre sur le terrain du processus de décentralisation du secteur de l'eau. Un réel dialogue s'est instauré avec les ministères, aboutissant à une liste concrète d'aménagements juridiques et à la signature d'une convention de partenariat entre le ministère de l'Eau et le ministère de la Décentralisation.

**Partenaire :** CITE

**Plus d'info :** [www.pseau.org/madagascar](http://www.pseau.org/madagascar)

• **CONTACT :** Vincent Dussaux – [dussaux@pseau.org](mailto:dussaux@pseau.org)



## BURKINA FASO

### Accompagnement des coopérations décentralisées franco-burkinabè

Les activités développées dans le cadre du réseau Burkina Faso ont poursuivi les mêmes objectifs que les années précédentes, à savoir : accompagner les acteurs de coopération dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets et encourager une meilleure articulation entre les projets initiés et les politiques sectorielles nationales à travers l'organisation de rencontres d'échanges.

#### ➤ Encourager la concertation entre acteurs français de coopération et acteurs institutionnels burkinabè

Les projets en faveur de l'assainissement au Burkina Faso sont en augmentation constante depuis plusieurs années. On constate cependant que la stratégie nationale d'assainissement définie par l'Etat burkinabè est encore peu connue auprès des acteurs français impliqués dans ce secteur. Ainsi, le pS-Eau a choisi d'orienter les réunions d'échanges 2012 sur cette thématique en invitant la directrice générale de l'Assainissement, des Eaux usées et Excrétas (DGAEUE) et le Directeur de l'Assainissement de l'ONEA, pour une présentation des missions et des rôles de ces deux acteurs incontournables, ainsi que les caractéristiques et problématiques de l'assainissement en milieu urbain et en milieu rural.

Les deux réunions organisées à l'occasion de la venue de cette délégation (à Paris et à Lyon) ont rassemblé environ 70 acteurs et ont permis de favoriser les échanges entre acteurs de l'assainissement au Burkina et acteurs français



de coopération engagés dans ce secteur ou susceptibles de l'être (collectivités, associations, fondations), d'informer les acteurs français de la stratégie nationale en matière d'assainissement pour une meilleure articulation de leurs projets avec les cadres institutionnels existants, et de bénéficier de l'expertise et de la connaissance du terrain des partenaires burkinabè présents.

Par ailleurs, pour les partenaires institutionnels burkinabè présents, ces rencontres étaient l'occasion de disposer d'une meilleure connaissance des projets portés par les collectivités et associations françaises dans ce secteur et d'appréhender les difficultés rencontrées par ces derniers.

Comme chaque année, pour une meilleure prise en compte des projets dans le programme national (PN-AEPA), le pS-Eau a transmis aux directions centrales concernées les informations relatives aux actions menées par les associations et collectivités françaises engagées dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina.

### ➤ Capitaliser et partager les expériences

La présence d'une importante délégation burkinabè (élus et représentants de l'Etat) à l'occasion du Forum mondial de l'Eau à Marseille fut l'opportunité d'organiser un temps d'échange pour restituer et diffuser les conclusions d'un atelier technique organisé au Burkina en 2011 sur la mise en place de services techniques municipaux d'eau et d'assainissement. Cet atelier avait donné lieu à une publication dont l'objectif était de valoriser et capitaliser les différentes initiatives existantes au Burkina Faso et de restituer les témoignages d'élus et agents techniques présents à l'atelier.

La rencontre organisée en partenariat avec l'ONG Eau Vive en mars 2012 a permis d'aborder à nouveau cette problématique afin de partager les expériences burkinabè en élargissant à d'autres pays où les contextes institutionnels sont relativement similaires (Niger, Madagascar, Mali) et d'aborder le rôle que peuvent jouer les collectivités françaises pour aider leurs communes partenaires à pérenniser les services d'eau et d'assainissement.

Plus d'info : [www.pseau.org/burkina](http://www.pseau.org/burkina)

● CONTACT : Sophie Charpentier – [charpentier@pseau.org](mailto:charpentier@pseau.org)

## HAÏTI

### Facilitation des échanges et mise à disposition d'informations

En 2012, le pS-Eau a poursuivi la mise en relation des acteurs français de coopération intervenant en Haïti dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, par l'organisation notamment d'une réunion d'échanges le 13 novembre 2012 au Pavillon de l'Eau en lien avec le ministère de l'Ecologie, le ministère des Affaires étrangères, et Cités unies France. Cette réunion a été l'occasion de faire le point sur certains partenariats en cours et de créer de nouvelles synergies entre les participants pour faire avancer ces projets.

Tout au long de l'année, le pS-Eau a par ailleurs continué la mise à disposition régulière d'informations sur ses pages web dédiées à Haïti et poursuivi son travail d'appui-conseil auprès d'une dizaine d'acteurs français, collectivités et associations intervenant en Haïti, pour les aider à concevoir leurs projets, construire des partenariats ou trouver des pistes de financement.

Plus d'info : [www.pseau.org/haïti](http://www.pseau.org/haïti)

• CONTACT : Vincent Dussaux – [dussaux@pseau.org](mailto:dussaux@pseau.org)

## SÉNÉGAL

### Suivi des initiatives et identification d'expertises

#### ➤ Valoriser la coopération décentralisée et non gouvernementale

En 2012, les activités du pS-Eau au Sénégal se sont traduites par :

- l'appui-conseil au montage d'une quinzaine de projets, en particulier portés par des associations de migrants dans le cadre du PAISD, ainsi que par des collectivités (ville de Saint-Herblain, Malakoff, Creil, département des Yvelines) ;
- la poursuite du recensement et l'analyse des différentes initiatives et engagements financiers eau et assainissement des acteurs français en vue de l'analyse de leurs évolutions (publication décalée sur 2013) ;
- la conduite d'une mission de terrain organisée avec le Grand Lyon, pour assurer le suivi de deux opérations pluriannuelles en région de Matam et Tambacounda : le projet d'optimisation de la gestion de l'eau à Agnam porté par

les ressortissants, ainsi que le programme d'appui au collectivités locales pour l'accès à l'eau et l'assainissement.

#### ➤ Favoriser la concertation entre acteurs

Organisée avec l'agence de l'eau Seine-Normandie, une réunion d'échanges a réuni le 26 septembre les animateurs territoriaux de l'agence et les représentants (élus, techniciens) de 8 collectivités du bassin pour présenter leurs initiatives, souligner leurs spécificités et enjeux respectifs et en partager les premiers enseignements. Les participants ont souligné l'intérêt de ce format d'espace de dialogue et d'enrichissement qu'ils souhaiteraient voir rééditer.

Les nombreuses rencontres nationales (Forum de l'action internationale des collectivités organisé par CUF, Paris – juillet) ou internationales (FME – Marseille, mars) ont été l'occasion de communications, notamment du département de la Drôme et de la ville de Cherbourg, portant sur le rôle accru des collectivités locales sénégalaises dans la gouvernance du secteur.

Plus d'info : [www.pseau.org/senegal](http://www.pseau.org/senegal)

• CONTACT :

. Guillaume Aubourg – [aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)

. Sylvette Milin – [milin@pseau.org](mailto:milin@pseau.org)





## NIGER

### Identification des dynamiques existantes et diffusion d'informations

Constatant l'engagement fort des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans le secteur de l'eau au Niger, le pS-Eau a lancé un réseau d'échanges pour les acteurs franco-nigériens. Le dernier trimestre 2012 a permis d'identifier et d'échanger avec les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant au Niger et de mettre à jour les informations sur le secteur de l'eau et de l'assainissement. Des pages et une fiche pays sont mises à disposition des acteurs sur le site internet du pS-Eau. Suite à ces premières activités, une dizaine d'associations et collectivités ont pris contact avec le pS-Eau afin de faire connaître leurs actions et d'être accompagnées sur leurs projets.

L'année 2013 permettra de développer les activités de réseau à travers notamment l'envoi régulier de newsletters, une mission d'exploration au Niger, la participation à la préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne, une rencontre en France et une publication sur les modalités d'intervention.

**Plus d'info :** [www.pseau.org/niger](http://www.pseau.org/niger)

● **CONTACT :** Béatrice Tourlonnias

– [tourlonnias@pseau.org](mailto:tourlonnias@pseau.org)



## MALI

### Appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

#### ➤ Poursuivre et adapter les modalités d'intervention

Le Mali est un des principaux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française, notamment du fait de liens historiques forts et en raison du dynamisme de la diaspora en France.

La dégradation des conditions de sécurité depuis plusieurs mois, puis l'instabilité politique issue du coup d'Etat ont conduit de nombreux acteurs institutionnels et opérateurs à s'interroger sur les modalités de poursuite de leur intervention. Le pS-Eau s'inscrit dans cette réflexion, notamment à l'occasion des débats engagés durant l'assemblée générale de juillet 2012 « Comment poursuivre le soutien aux programmes d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays du Sahel ? ».

Dans la région de Mopti, limite de la zone de conflit, comme dans le sud du pays, les programmes déjà engagés avant la crise ont en grande majorité été maintenus mais ralentis et retardés. Durant cette période d'incertitude, le pS-Eau a poursuivi sa mission de suivi et d'accompagnement notamment à travers :

- des retours réguliers d'informations collectées en France et au Mali auprès des services techniques de l'Etat malien, des ONG et professionnels locaux ;
- un repérage de l'expertise mobilisable au Mali pour la poursuite ou le développement des opérations ;
- la diffusion au sein du réseau de ces retours d'expériences et d'informations utiles lors de réunions d'échanges. Le 12 novembre, à l'occasion de la journée d'échanges sur la coopération sur



le cercle de Yélimané, le pS-Eau est ainsi intervenu pour soutenir les collaborations développées avec et par les migrants dans les projets de coopération décentralisée ;

— la *Lettre pS-Eau* n° 70 qui a été entièrement consacrée au Mali.

Malgré les incertitudes du contexte et la raréfaction des financements disponibles à partir de mars 2012, la dynamique de mobilisation autour de l'accès à l'eau et l'assainissement ne s'est pas démentie. Une vingtaine d'initiatives ont ainsi été appuyées dans leur montage et la recherche de partenariats techniques et financiers.

Plus d'info : [www.pseau.org/mali](http://www.pseau.org/mali)

• CONTACT : Guillaume Aubourg — [aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)



## BASSIN MÉDITERRANÉEN

### Renforcer le dialogue entre collectivités du Nord et du Sud de la Méditerranée

L'actualité dans la région nous pousse à réfléchir à de nouveaux modes d'accompagnement de la société civile afin qu'elle puisse participer au mieux aux processus de décisions. Suite à la tenue du Forum mondial de l'Eau à Marseille, en lien avec les participants à l'espace Terres Arides et Oasis monté par le CARI dans le village des solutions, et ceux du Processus régional méditerranéen, le pS-Eau a travaillé aux cotés de CUF et CGLU à renforcer le dialogue entre collectivités du bassin du nord et du sud. Ce travail va se poursuivre sur la thématique des oasis en 2013.

Durant le FME, 11 panels et 5 débats multiacteurs ont été organisés au sein de l'espace Terres arides et Oasis regroupant ONG, scientifiques, collectivités locales, institutions... provenant de 25 pays du nord et du sud. Un programme d'animation avec films, expositions, jeux, théâtre forum, musique, quizz... a également été développé sur toute la semaine. Pour plus d'éléments sur les débats : [www.cariassociation.org](http://www.cariassociation.org)

Le pS-Eau a pris en charge la participation d'élus de collectivités du sud étant engagées dans des projets de coopération décentralisée et pouvant apporter un témoignage lors des débats du FME, mais aussi des collectivités du sud ayant des projets à proposer. Quatre communes ont ainsi pu participer au FME : Tata et Figuig (Maroc), Tidjika (Mauritanie), Chenini Gabes (Tunisie). Une rencontre a été organisée entre la ville de Chenini, le conseil général du Gard et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Dans le cadre du Global Water Solidarity, le pS-Eau a participé à la rencontre sur les « Mécanismes solidaires décentralisés pour l'eau et l'assainissement en Méditerranée » à Oujda au Maroc, les 9 et 10 décembre 2012. Le pS-Eau a présenté l'expérience française de mécanisme solidaire décentralisé à travers la loi Oudin et son application par les collectivités locales et les agences de l'eau.

Voir aussi les pages dédiées au Maroc sur le site du pS-Eau : [www.pseau.org/maroc](http://www.pseau.org/maroc)

#### • CONTACTS :

. Christophe Brossé — [med@pseau.org](mailto:med@pseau.org)

. Pierre-Marie Grondin — [grondin@pseau.org](mailto:grondin@pseau.org)

#### Coopérer au Mali reste possible, ne nous résignons pas !

Le prix Nobel de la Paix attribué en 2012 à l'Union européenne nous rappelle opportunément que nos actions s'appuient sur les multiples initiatives de ses membres en faveur de la paix et du développement.

Dans la crise malienne actuelle, les acteurs français de coopération, qui n'ont pas vocation à interférer ni à substituer aux États, peuvent en revanche travailler, grâce au maintien de leur coopération, à la conservation et au développement des services fournis à leurs habitants par les collectivités locales. C'est dans la difficulté que ces coopérations ont du sens, et c'est pourquoi que les Maliens ont besoin des Français à leur côté. Ce ne

peut pas d'un côté affirmer l'importance de la coopération décentralisée, l'urgence de renforcer les acteurs locaux et de l'autre appeler les acteurs et le financement correspondants.

Avant la programmation des projets et de la coopération, c'est par la confiance et des bonnes pratiques accumulées, tel un fourbinement, la coopération ne se fait pas facilement, elle a besoin de continuité et de durée. Les actions de coopération française au Mali ont une vocation sociale, au-delà de la mise à disposition de biens matériels. Tous l'assainissement, la santé, l'éducation... S'appuyer les acteurs dans ces domaines, c'est

Pierre-Marie Grondin directeur du pS-Eau

## AUTRES TERRITOIRES

### ➤ Mission Bénin et Togo

Une mission d'évaluation de 6 projets cofinancés par le Fonds Eau du Grand Lyon a été réalisée dans le courant de l'été 2012, au Togo (3 projets) et au Bénin (3 projets).

Outre un retour d'informations et d'analyse sur la gestion post investissements de ces projets, la mission a permis de rencontrer les acteurs institutionnels de l'eau et de l'assainissement dans ces deux pays pour être au fait des derniers développements de leur politique sectorielle respective et pouvoir ainsi mieux accompagner les acteurs de coopération intervenant dans ces pays.

### ➤ Réalisation de Fiches Pays

Avec l'appui des agences de l'eau, le pS-Eau a initié une série de fiches récapitulant les informations qu'il est essentiel de connaître avant d'intervenir dans le secteur eau et assainissement d'un pays donné. Les fiches suivantes ont été réalisées en 2012 : Bénin, Palestine, Niger, Togo et Cameroun.

• Toutes les fiches sont téléchargeables sur les pages pays du site internet : [www.pseau.org/pays](http://www.pseau.org/pays)

### ➤ Accompagnement des initiatives des migrants sénégalais vivant en France

#### Animation et clôture de la cellule relais du Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD)

Le PAISD, Programme bilatéral d'appui aux Initiatives de solidarité pour le développement, accompagne les initiatives de ressortissants sénégalais établis en France, porteurs de développement économique et social dans leur pays, à travers 5 composantes : 1. l'accompagnement des initiatives économiques ; 2. la diaspora hautement qualifiée ; 3. le développement local dans les régions d'origine ; 4. le volontariat de la solidarité pour le développement ; 5. le désenclavement numérique.

En tant que cellule relais du programme sur le territoire français, le pS-Eau a assuré l'information et la communication sur le programme auprès des migrants et partenaires au développement, l'appui conseil au montage des projets, l'interface avec la cellule de coordination du PAISD à Dakar, l'instruction et le suivi des projets, la mobilisation des partenaires. Il a également contribué aux travaux d'études prospectives et de capitalisation.

En 2012, le pS-Eau a poursuivi ses missions d'animation du dispositif en France jusqu'au 31 décembre, date à laquelle la cellule relais a été clôturée.





Des rencontres d'informations et d'échanges auprès des migrants sénégalais et des partenaires au développement sur le programme et sur des thématiques spécifiques telles que l'investissement productif et l'enseignement supérieur ont été organisées à Paris et en région.

Une quarantaine de nouvelles associations de ressortissants sénégalais se sont fait connaître auprès du pS-Eau, ce qui porte à près de 400 le nombre d'associations de ressortissants sénégalais répertoriées dans la base de données du pS-Eau.

Une trentaine de nouveaux projets de développement local ont été déposés principalement dans les secteurs de l'éducation, de l'accès à l'eau et de la santé. La vallée du fleuve Sénégal reste la principale zone d'implantation des projets portés par les ressortissants sénégalais établis en France, même si la tendance à la diversification des régions se poursuit notamment vers les régions de Sédhiou et Kolda.

Près de trente créateurs d'entreprises ont été accompagnés par la cellule relais dans l'orientation et/ou l'amorçage de leur projet d'investissement.

Concernant le volontariat de solidarité pour le développement, la cellule relais a participé à la mobilisation et à l'identification de nouveaux candidats ainsi qu'à la formulation des objectifs des missions sur le terrain. Au 31 décembre 2012, on compte 144 candidats inscrits en ligne.

L'année 2012 a également été marquée par le pilotage du processus de concertation et de suivi des phases préalables à la mise en place d'une pépinière d'entreprises en région de Dakar dans le cadre d'une convention de financement avec la région Île-de-France. Le projet de pépinière d'entreprises est développé dans le cadre d'un partenariat tripartite entre la région de Dakar, la région Île-de-France et le PAISD ; il vise à renforcer le dispositif d'accompagnement des promoteurs migrants dans leurs investissements dans la région. Les études préalables ont été validées en septembre 2012 et une restitution large s'est tenue à Dakar en décembre 2012.

• **CONTACT :** Sylvette Milin – [milin@pseau.org](mailto:milin@pseau.org)

## Communication et plaidoyer

Faire connaître les dernières avancées du secteur eau potable et assainissement et partager les acquis

En complément de l'appui apporté aux porteurs de projets et des efforts de production de connaissances, le pS-Eau mène des activités de sensibilisation et de diffusion de l'information pour encourager un plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser, et à porter des messages forts et engagés au sein des débats nationaux et internationaux.

Ces activités de communication jouent un rôle prépondérant et transversal, pour faire connaître largement nos ressources et nos outils auprès d'une large diversité d'acteurs, valoriser les expériences intéressantes, diffuser les enseignements de la recherche et promouvoir la solidarité internationale.

### Promotion de la coopération décentralisée et de la loi Oudin-Santini

Dans un objectif d'augmentation de la mobilisation de la solidarité internationale (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), une partie des activités menées par le pS-Eau vise à sensibiliser les acteurs potentiels à s'engager dans le financement d'actions dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Cette sensibilisation se fait par différents biais :

- organisation de réunions pour sensibiliser les collectivités territoriales non impliquées à ce jour sur les bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale ;
- participation à des conférences, tables rondes, etc., organisées par des partenaires pour présenter les enjeux liés à l'eau potable et à l'assainissement auprès de publics variés (élus, acteurs associatifs, universitaires, scolaires... ) tant en France qu'à l'étranger ;
- production d'outils de communication et de sensibilisation ;
- contribution aux débats internationaux sur les enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement et plaidoyer auprès des instances nationales et européennes.

C'est notamment dans le cadre du « Groupe d'échanges sur le développement de la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement »,

présidé par Jacques Oudin, sous l'égide du Comité national de l'Eau (CNE) et de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), et dont le pS-Eau a assuré le secrétariat opérationnel jusqu'à fin 2012, que plusieurs actions ont été menées pour mobiliser davantage de collectivités locales françaises autour de la coopération décentralisée.

En 2012, en dehors du Forum mondial de l'Eau qui a été un temps fort pour valoriser la coopération décentralisée et encourager de nouveaux partenariats, le pS-Eau a organisé ou contribué à plusieurs rencontres ou séances d'informations à destination des collectivités locales françaises, en lien avec plusieurs membres du réseau (Cités unies France, réseaux régionaux, collectivités, syndicats, agences de l'eau, associations, etc.).

Le pS-Eau a par exemple participé au Salon des solidarités internationales en partageant un stand avec les agences de l'eau. Il a également contribué au forum de l'action internationale des collectivités locales organisé par CUF, avec l'organisation d'une session de bilan du Forum mondial de l'Eau, et est intervenu dans différentes manifestations d'information et de sensibilisation à la demande d'acteurs locaux, à Lyon, Besançon, Annemasse, Grenoble, Manosque, Avord, par exemple.

## Recensement et valorisation des acteurs et des actions du secteur

Afin de disposer d'une vision globale et objective de la coopération non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure le recensement des projets menés et des acteurs mobilisés, et diffuse ces informations dans des bases de données consultables librement sur son site internet.

## ➤ Le monitoring des engagements financiers de la coopération décentralisée

Le pS-Eau collecte régulièrement les données sur les partenariats et les engagements financiers des acteurs de la coopération décentralisée pour faire connaître leurs modes d'intervention, identifier les dispositifs financiers offerts aux porteurs de projet et comptabiliser les montants financiers mobilisés chaque année dans le secteur.

La collecte des engagements financiers 2011 a été réalisée en 2012 par enquêtes auprès des principaux acteurs de la coopération décentralisée ainsi qu'auprès des agences de l'eau. Ces données ont été complétées à l'aide des documents de projets et plans de financements communiqués par les financeurs ou porteurs de projets au pS-Eau. L'analyse de ces données a permis d'estimer le montant total de la coopération décentralisée dédiée à l'eau et

à l'assainissement, sa répartition par type d'acteurs, la part issue de la loi Oudin, etc. Ces analyses sont récapitulées dans une plaquette « Bilan 2011 de la coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement ».

Par ailleurs, pour la première fois en 2012, une étude a également recensé et analysé les contributions des acteurs privés français, entreprises, fondations d'entreprises et fondations reconnues d'utilité publique. Cette étude, qui ne prend en compte pour l'instant que les



principaux contributeurs connus, fait état à la fois des apports financiers de ces acteurs, mais également de leurs contributions, pour certains, en termes de mécénat ou de bénévolat de compétence.

Informations et études disponibles sur [www.pseau.org/coopdec](http://www.pseau.org/coopdec)

• **CONTACT :** Céline Noblot – [noblot@pseau.org](mailto:noblot@pseau.org)





### ➤ **L'Annuaire des acteurs du secteur**

Contenant aujourd'hui plus de 20 000 contacts, dont les coordonnées sont accessibles (pour certaines) directement en ligne, la base de données recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, leurs partenaires du Sud, des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, notamment en France et en Afrique francophone.

- [www.pseau.org/organismes](http://www.pseau.org/organismes)

### ➤ **L'Atlas des actions eau et assainissement**

Qui sont les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans un même pays ou dans une même région : quels sont les partenaires techniques mobilisés, quelle est l'origine des sources de financement, quels types d'ouvrages sont réalisés ?

A toutes ces questions, le système de « fiches-actions » de l'Atlas en ligne de la coopération décentralisée et non gouvernementale eau et assainissement, élaboré par le pS-Eau,

fournit des réponses sur actuellement plus de 600 actions identifiées, chacune géo-référencée.

Des liens ont commencé à être développés avec les bases de données des projets du ministère des Affaires étrangères (Atlas de la coopération décentralisée) et des agences de l'eau (base Acodia animée par l'OiEau).

- [www.pseau.org/actions](http://www.pseau.org/actions)

### ➤ **Mise à disposition d'informations sur le secteur**

Pour répondre à un fort besoin des acteurs de la solidarité internationale, en France et dans les pays du Sud, de disposer d'informations utiles pour leurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure une veille permanente.

Il met à disposition des acteurs toutes les informations qui peuvent les intéresser concernant l'actualité du secteur et de ses acteurs : celles de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement, les politiques sectorielles dans chaque pays d'intervention des acteurs français de la coopération décentralisée, les initiatives et expériences en cours, les opportunités de financement, les partenaires techniques potentiels au Nord et au Sud, les technologies adaptées au secteur et aux pays d'intervention, les offres d'emploi, les appels à propositions, les offres de formation, etc.

Ces informations sont diffusées par différents moyens accessibles à tous les acteurs du Nord et du Sud.

### ➤ Un site internet mettant à disposition toute l'information et les outils nécessaires pour agir

Afin de répondre en permanence aux besoins des acteurs du secteur en termes de recherche de partenaires, d'informations, de savoirs, etc. le site web du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages, et met à disposition toute l'actualité sur le secteur. En 2012, une toute nouvelle version du site web a été mise en ligne, modernisée, plus lisible, et restructurée. Une attention toute particulière a été portée sur l'enrichissement des pages pays, notamment pour Madagascar, le Burkina Faso, le Niger, et le Sénégal, et la mise en ligne de nombreux outils méthodologiques tirés du guide « Accès à l'eau potable dans les pays en développement, 18 questions pour des services durables », afin d'aider les porteurs de projets dans leurs démarches.

### ➤ Une Lettre d'information diffusée à tout le réseau

Moyen d'information et de communication privilégié du pS-Eau, la lettre est la production écrite la plus diffusée par l'association. Elle est à la fois un moyen de tenir les partenaires informés des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, et de faire connaître et diffuser les enseignements de programmes d'actions ou de recherches menés par les acteurs de la CDNG. En 2012, trois numéros de la lettre ont été publiés et diffusés à l'ensemble du réseau, en France et à l'étranger. Au total, chaque numéro a été diffusé à environ 2000 exemplaires en format papier, et à 15 000 personnes par courrier électronique, touchant ainsi une grande diversité d'acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.

### ➤ Des mailings ciblés envoyés aux membres du réseau

Le pS-Eau envoie régulièrement à ses abonnés par e-mail des informations spécifiques pouvant les concerner : grands événements du secteur (rencontres), opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications.

Par ailleurs, pendant le Forum mondial de l'Eau de Marseille, le pS-Eau a tenu informés les membres du réseau qui n'ont pas pu se déplacer en envoyant chaque soir une newsletter en français et en anglais, pour faire le point sur les éléments marquants de la journée.

### ➤ Une bibliothèque numérique et une base Pédag'eau

Le travail de veille documentaire et d'enrichissement de la bibliothèque numérique est mené de manière continue par l'équipe du pS-Eau.

En 2012, ce sont plus de 700 documents (ouvrages, guides, etc.) qui ont été rendus disponibles au public sur le site du pS-Eau, venant s'ajouter à un éventail déjà très large de publications sur le secteur. Près de 2000 documents de référence (dont 1 700 téléchargeables directement), ainsi que plus de 1400 documents pédagogiques (dont près de 800 téléchargeables), sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau.

En effet, parallèlement à la base documentaire générale, la base Pédag'eau, répertoire en ligne des outils pédagogiques eau, assainissement & coopération, mis en place en partenariat avec l'ARENE Ile-de-France, permet à différents acteurs - collectivités, associations, enseignants, animateurs... de trouver les structures et les outils les mieux adaptés pour les accompagner dans leur démarche d'éducation au développement. Elle propose de nombreux outils, livres, revues périodiques, ouvrages de documentation, documents pédagogiques écrits, mallettes pédagogiques, expositions, récits d'expériences, jeux, CD-ROM, cassettes vidéo, audio, etc. dont certains sont directement téléchargeables.

### • CONTACTS :

. Michel Taquet – [communication@pseau.org](mailto:communication@pseau.org)

. Noblot Céline – [noblot@pseau.org](mailto:noblot@pseau.org)



### 3 Bilan et fonctionnement

## Evaluation du programme pS-Eau/AFD 2011-2012

Fin 2012, une évaluation du programme pS-Eau/AFD 2011-2012 a été conduite par Jean-Martial Bonis-Charancle et Cyrille Vallet, sélectionnés sur appel d'offres par le pS-Eau. Cette évaluation a été restituée le 23 avril 2013 à l'AFD. Le rapport final est disponible en ligne sur :

➔ [www.pseau.org/fr/rapports-activites](http://www.pseau.org/fr/rapports-activites)

L'exercice a été très apprécié de l'ensemble des partenaires du programme et a dépassé les limites du partenariat AFD pour s'intéresser à quasi l'ensemble des activités du pS-Eau pour proposer des recommandations constructives. L'évaluation a conclu sans équivoque à une efficacité (comparaison prévu-réalisé) et une efficience (rapport coûts-produits) élevées des travaux réalisés par le pS-Eau sur cette période.

Le pS-Eau joue des rôles variés qui se rattachent à trois grands secteurs : centre de ressources ; accueil et accompagnement des acteurs ; communication, représentation et plaidoyer. Le pS-Eau est connecté d'une façon ou d'une autre à la grande majorité des acteurs qui comptent dans son secteur d'intervention.

- **Avec près de 50 documents** de diverses natures publiés, le pS-Eau est un acteur important dans le domaine de la publication en langue française de documents sur le secteur eau potable et assainissement. Les documents publiés sont synthétiques et pédagogiques, mais le besoin d'une ligne éditoriale claire et d'une stratégie pour favoriser la diffusion de ses contenus reste prégnant.

- **Le pôle Recherche et développement** a centré son activité en 2011-2012 sur la valorisation des résultats du programme "Stratégies municipales concertées". L'évaluation préconise qu'il porte obligatoirement au moins un projet phare d'expérimentation par période, pour participer activement à la communauté R&D dans le secteur EPA.

- **Le pôle Accueil et accompagnement des acteurs** est reconnu en termes d'accompagnement au montage de projets, particulièrement auprès de petits acteurs. Les membres apprécient que le pS-Eau soit pertinent sur le plan technique tout en étant sensible aux questions organisationnelles et institutionnelles.

La période 2011-2012 fait apparaître une montée en puissance du rôle d'animation et de mise en relation du pS-Eau. Les attentes concernant ce rôle sont élevées. Cette évolution renforce l'image d'ensemblier du pS-Eau.



- **La stratégie "pays prioritaires"** du pS-Eau est jugée efficace. Elle associe : une connaissance poussée du contexte, des acteurs et de leurs actions ; l'appui conseil auprès des acteurs français et locaux ; l'organisation d'activités d'échanges et de concertation ; la production de publications spécifiques ; un rôle d'interface entre l'administration et la coopération décentralisée. Sur ce point, les évaluateurs ont suggéré au pS-Eau de progressivement mettre en place des partenariats formalisés inspirés de l'expérience de Ran'Eau pour mieux exploiter les opportunités et dépasser les dynamiques bilatérales.
- **La présence à l'internationale** s'est accrue (19 événements importants en 2 ans, sur tous les continents). Cette présence a été possible, d'une part du fait de la position occupée par le pS-Eau en France — qui a justifié son rôle dans la préparation du FME, et d'autre part du fait de la capacité d'intervenir sur des sujets pertinents (SMC, financement type loi Oudin).
- **Le site Internet et ses bases de données** sont des points forts qui permettent un dynamisme et un professionnalisme que d'autres réseaux n'ont pas. Le site reçoit plus de 150 000 visiteurs par année. Ce sont les bases de données qui occasionnent la majorité des visites : plus de 600 documents et 450 outils pédagogiques ont été ajoutés en deux ans, ainsi que 317 nouvelles fiches actions ; 3150 nouveaux contacts ont été ajoutés. La convivialité de l'interface du moteur de recherche gagnera cependant à être améliorée.

- **Le pS-Eau a poursuivi activement une stratégie de renforcement (et d'institutionnalisation) de ses relations avec les principaux contributeurs de la coopération décentralisée** dans le domaine de l'EPA. Cette stratégie est globalement un succès. Cependant, le pS-Eau reste insuffisamment financé par le secteur privé et par ses membres.

Les évaluateurs ont recommandé en particulier que le pS-Eau continue à jouer l'ensemble des rôles qu'il assume actuellement. Le cœur du pS-Eau est constitué par l'addition de ses compétences en R&D, accompagnement des acteurs et communication. Selon les évaluateurs, le pS-Eau doit rester davantage un collectif au service d'un secteur plutôt qu'un réseau au service de ses adhérents. C'est cette identité que le pôle Communication doit véhiculer pour améliorer la lisibilité du pS-Eau.



# Budget et organisation

## Fonctionnement et financements

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par M. René Ala, ambassadeur de France.

Le conseil d'administration compte 20 personnes ; une équipe permanente de 12 à 14 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

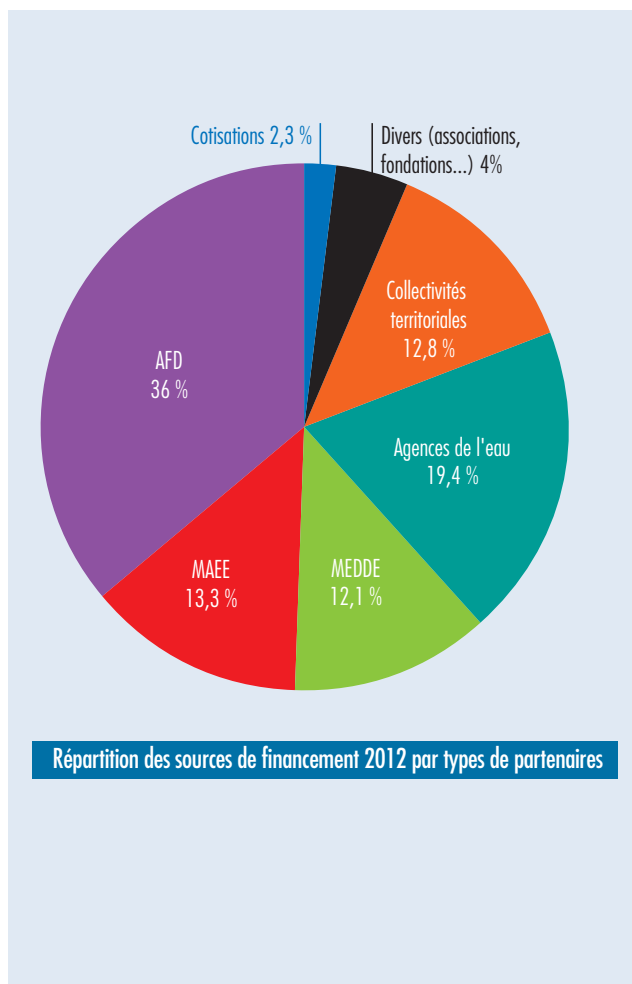
## Diversification des sources de financement

Le budget du pS-Eau connaît une croissance régulière, pour s'établir à 1,49 millions d'euros en 2012. Cette croissance s'est accompagnée d'une diversification des sources de financement.

Le soutien de l'Etat, majoritaire et indispensable, s'est concrétisé par les engagements continus des ministères de l'Ecologie et du développement durable, et des Affaires étrangères. Le soutien de l'AFD est demeuré important mais diminue en pourcentage de 40 à 36 %.

Il faut noter que le pS-Eau est parvenu à ramener ce soutien, assuré à 100 % par l'Etat en 2000, à 62 % en 2012 (— 6% par rapport à 2011).

Le poids des collectivités et des agences de l'eau a augmenté. Ces acteurs assurent maintenant plus de 30 % du budget. Cette évolution confirme la tendance de 2011. L'accroissement du nombre de collectivités appliquant la loi Oudin conduit le pS-Eau à développer progressivement des conventions de partenariat pluriannuelles avec des acteurs importants comme les agences de l'eau, la communauté urbaine de Lyon ou le conseil régional Rhône-Alpes. Les financements apportés par les associations et fondations ont légèrement diminué.



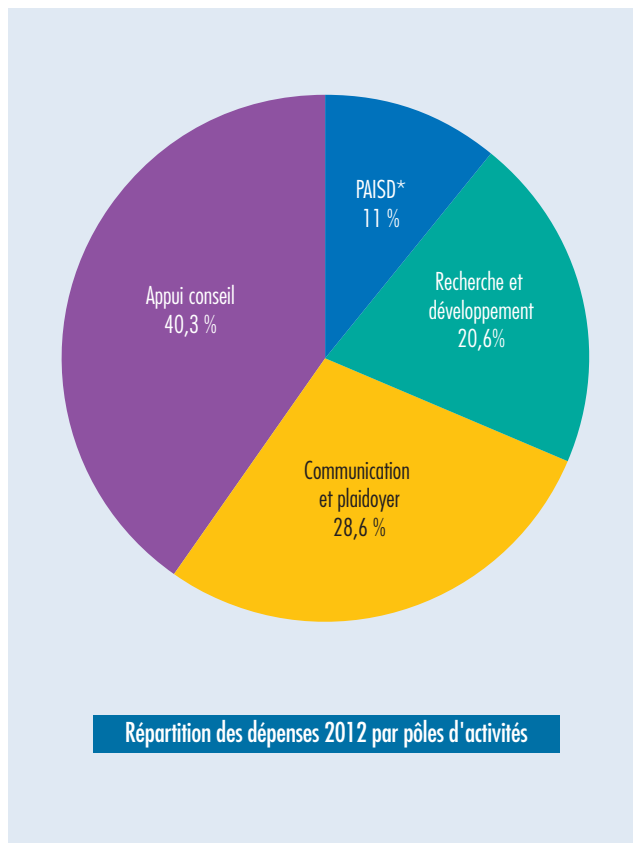
L'antenne pS-Eau Lyon et l'intérêt du travail d'appui-conseil qu'elle assure auprès de l'agence de l'eau RMC, de la région Rhône-Alpes et du Grand Lyon s'est confirmé. Si le pS-Eau ne peut croître de manière inconsidérée (12 à 14 permanents semble un nombre suffisant), il lui faut cependant être assuré d'un soutien constant de la part des pouvoirs publics. Nous ne pouvons poursuivre la dérive des soutiens publics sans mettre en péril l'association. La diminution de 10 % chaque année des moyens alloués par l'Etat ne peut se poursuivre alors que la demande d'appui croît de manière importante.

Les membres de l'association et particulièrement ceux du conseil d'administration et du comité scientifique vont devoir jouer un rôle de plus en plus important dans cette mobilisation des soutiens financiers.

La création du pôle PSIE est l'événement nouveau de 2012 avec une activité proportionnellement très significative. Cette répartition nouvelle des dépenses est confirmée dans le futur programme d'action. Il faut également tenir compte de dépenses liées au Forum mondial de l'Eau de Marseille qui ont été majoritairement affectées à ce pôle.

L'activité du pôle en charge de l'appui-conseil auprès des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale continue d'être majoritaire. La baisse de la part du pôle Recherche et Développement dans le budget se poursuit dans l'attente de la relance de nouvelles actions d'envergure.

Enfin l'animation France du Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD) s'est arrêtée fin 2012. Ce programme représentait tant en charges qu'en ressources plus de 10 % de l'activité du pS-Eau. Nous devons tenir compte de cette fin de programme dans nos futurs équilibres financiers.



## Le conseil d'administration du pS-Eau

### Bureau

Président	René ALA (Ambassadeur de France)
Vice-Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Trésorier	Bruno VALFREY (Hydro-Conseil)
Secrétaire	Thierry VANDELDE (Fondation Veolia Environnement)

### Membres du conseil d'administration

- M. Stéphane CAMBOU, Conseil régional du Limousin
- M. Laurent CHABERT D'HIERES, Eau Vive
- M. Jean Claude CLERMONT, Aquassistance
- M. Jean Paul COLIN, Communauté urbaine de Lyon (Grand Lyon)
- M. Bertrand DELANOE, Association internationale des maires francophones (AIMF)
- M. Michel DELEBARRE, Cités Unies France (CUF)
- M. Michel DESTOT, Association des maires de grandes villes de France (AMGVF)
- M. Marc GENTILINI, Académie de l'eau
- Mme Bénédicte HERMELIN, Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)
- Mme Anne LE STRAT, Mairie de Paris
- M. Loïc MAHEVAS, Service Public 2000 (SP2000)
- M. Sedy VEERABADREN, Croix Rouge française
- M. Olivier THIBAUT, agence de l'eau Artois-Picardie

### Membre d'honneur

L'Association des maires de France (AMF)

### Membres associés

- Agence française de développement (AFD)
- Ministère des Affaires étrangères (MAE)
- Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (MEDDE)

## L'équipe d'animation en 2012

### Directeur

Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org

### Comptabilité

Houharia Farsi farsi@pseau.org

### Outils numériques et gestion de l'information

Michel Taquet taquet@pseau.org

### Recherche et développement

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Denis Désille desille@pseau.org

Jean-Marie Ily ily@pseau.org

Florie Lozivit

Jihane Rangama

### Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Sophie Charpentier charpentier@pseau.org

Vincent Dussaux dussaux@pseau.org

Céline Noblot noblot@pseau.org

Béatrice Tourlonnias tourlonnias@pseau.org

### Appui conseil en région Rhône-Alpes et bassin Rhône Méditerranée

Philippe Mouton mouton@pseau.org

Christophe Brossé med@pseau.org

Jacky Cottet cottet@pseau.org

### Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement au Sénégal (PAISD)

Sylvette Milin milin@pseau.org

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le programme est soutenu depuis son origine par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, le ministère en charge de l'Environnement, et aujourd'hui principalement l'Agence Française de Développement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 26 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.



[www.pseau.org](http://www.pseau.org)

programme Solidarité Eau

32, rue Le Peletier 75009 Paris

T. 33 (0)1 53 34 91 20

• [pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org)

antenne Lyon-Méditerranée

80, cours Charlemagne 69002 Lyon

T. 33 (0)4 26 28 27 91

• [lyon@pseau.org](mailto:lyon@pseau.org)